

<http://www.sudeducation92.ouvaton.org/spip.php?article580>



Pour en finir avec les évaluations nationales CE1 et CM2 !

- PRIMAIRE
- Evaluations / fichage

Date de mise en ligne : mardi 8 mai 2012



Copyright © SUD éducation 92 - Tous droits réservés

UN OUTIL ESSENTIEL DE LA POLITIQUE DE CASSE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Les évaluations nationales actuelles sont avant tout un dispositif du socle commun. A ce titre, comme le Livret Personnel de Compétences, elles sont un outil de contrôle permettant de vérifier que les élèves n'apprennent rien d'autre que ce qui est étroitement limité par ce socle et rien d'autre que les compétences atomisées voulues par les dirigeants passés. Elles valident donc tous les abandons passés qui nous éloignent encore et encore d'une école de la promotion de tou-te-s.

Au passage, elles mentent aux parents d'élèves, car elles n'ont jamais constitué un outil au service de la réduction de l'échec scolaire et leurs résultats sont lissés voire trafiqués pour faire croire que l'Ecole serait sur la bonne voie, ce qui justifierait la suppression de postes et l'augmentation du nombre d'élèves par classe. Jamais le bachotage ni la recherche de résultats quantitatifs à tout prix, ni la standardisation pédagogique des pratiques qu'elles incitent à adopter comme unique pratique de classe n'ont constitué des outils de réussites.

Elles préparent l'éviction d'élèves qui n'auraient pas obtenu les paliers du cycle ; ainsi l'évaluation CM2, conçue pour devenir un nouvel examen d'entrée en sixième. Elles dégagent l'institution de ses responsabilités en matière d'échec scolaire et valide les dispositifs pédagogiques réactionnaires comme l'aide personnalisée.

Elles font partie des nombreux dispositifs visant à ficher les élèves.

Elles instaurent une individualisation des salaires, une rémunération au mérite, avec la prime de 400 euros qui divise les personnels. Cela va à l'encontre de l'augmentation générale des salaires que nous défendons.

L'ÉVALUATION

L'organisation de ces évaluations nationales fait peser une menace lourde sur le système éducatif, en instaurant un outil de mesure des résultats visant à permettre une concurrence entre les élèves, les personnels et les écoles. Ce pilotage par l'évaluation contribuera à terme à la disparition de la carte scolaire et à la transformation de l'école en un vaste marché.

Pourtant, évaluer fait partie de notre métier. Ce n'est pas stigmatiser les élèves en difficulté pour les inciter à faire des stages de remise à niveau ou de l'aide personnalisée, mais leur proposer sur le temps scolaire des aides individualisées, spécialisées, ou en petits groupes. Ce n'est pas valider un minimum des compétences. Evaluer, c'est mesurer les progrès de chacun à un moment donné. Cela nécessite de réattribuer des postes dès la rentrée mais aussi de supprimer la notion de socle commun.

RIEN N'EST GAGNÉ, IL FAUT OBTENIR L'ABROGATION

Après l'annonce de Vincent Peillon d'annuler les remontées nationales des résultats, rien n'est changé. Cette décision, et le flou qui l'environne, permet une seule chose : la survie des évaluations.

En outre, on organise tranquillement le fait que les enseignants fassent passer des évaluations dont on sait pertinemment qu'elles seront tout à fait enterrées. La prime y étant liée, il faudra quand même faire remonter auprès des IEN. Veut-on simplement des obèses ?

Pour en finir avec les évaluations nationales CE1 et CM2 !

Décidément, ce que nous voulons, c'est l'abrogation pure et simple des évaluations. Il existe un seul moyen : ne pas les faire passer.

TOUS MOBILISÉS DÈS LE 21 MAI

Pour obtenir la suppression de ces évaluations si néfastes, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Seule la mobilisation du plus grand nombre, par le refus des passations, permettra de mettre fin à ce symbole d'un passé révolu.

**SUD Education 92 et la CGT Educ'action 92 appellent
à refuser de faire passer les évaluations le 21 mai,
en utilisant éventuellement la grève.**

SUD Education 92

CGT Educ'action 92